

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1967 Nr. 121

A. TITEL

*Protocol houdende wijziging van artikel 4 van het op
22 november 1928 te Parijs ondertekende
Verdrag betreffende internationale tentoonstellingen;
Parijs, 16 november 1966*

B. TEKST

**Protocole portant modification de l'article IV de la Convention
signée à Paris le 22 Novembre 1928 concernant les
Expositions Internationales**

Les Gouvernements parties au présent Protocole,

Considérant que le délai minimum entre deux Expositions Générales spécifié dans la Convention du 22 Novembre 1928 concernant les Expositions Internationales modifiée par le Protocole du 10 Mai 1948, (ci-après dénommée „La Convention”) a été jugé trop court compte tenu des dépenses élevées et des préparatifs techniques complexes qu'entraîne la participation à ces expositions;

Désireux de réduire aussitôt que possible la fréquence des expositions générales visées par la Convention,

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1

L'article 4 de la Convention est abrogé et remplacé par l'article 4 suivant:

Fréquence des expositions

La fréquence des Expositions visées par la présente Convention est réglementée par les principes suivants:

1) Les expositions générales sont classées en deux catégories:

Première catégorie: les expositions générales qui entraînent pour les pays invités l'obligation de construire des pavillons nationaux;

Deuxième catégorie: les expositions générales pour lesquelles les pays invités ne sont pas autorisés à construire des pavillons nationaux.

2) Dans un même pays il ne peut être organisé, au cours d'une période de quinze années, qu'une exposition générale de première catégorie; un intervalle de dix années doit séparer deux expositions générales de l'une ou l'autre catégorie.

3) Lorsqu'il s'agit d'expositions générales organisées dans des pays différents, l'intervalle entre ces expositions est de:

- a) six ans dans le cas d'expositions générales de première catégorie;
- b) quatre ans dans le cas d'expositions générales de deuxième catégorie et de même nature;
- c) deux ans, dans le cas d'expositions générales de deuxième catégorie et de nature différente;
- d) deux ans dans le cas d'expositions générales de première catégorie et de deuxième catégorie.

4) Les délais prévus aux paragraphes précédents sont applicables à toutes les expositions générales sans distinguer suivant qu'elles sont organisées par des gouvernements parties ou non parties à la Convention.

5) Des expositions spéciales de même nature ne peuvent se tenir en même temps sur les territoires de plusieurs pays contractants. Un délai de cinq ans est obligatoire pour qu'elles puissent se renouveler dans un même pays. Toutefois, le Bureau International des Expositions peut réduire exceptionnellement ce dernier délai jusqu'à un minimum de trois années, lorsqu'il estime que cette mesure est justifiée par l'évolution rapide de telle ou telle branche de la production. La même réduction de délai peut être accordée dans le cas d'expositions traditionnellement organisées dans certains pays à intervalle inférieur à cinq années.

6) Des expositions spéciales de nature différente ne peuvent avoir lieu dans un même pays à moins de trois mois d'intervalle.

7) Les délais fixés par le présent article sont comptés à partir de la date d'ouverture effective de l'exposition.

Article 2

1) Le présent Protocole sera ouvert à la signature des gouvernements parties à la Convention, à Paris, du 1er janvier 1966 au 31 décembre 1966 inclusivement. Ces gouvernements peuvent devenir parties au présent Protocole.

- a) en le signant sans réserve de ratification, acceptation ou approbation;
- b) en notifiant, après signature, au Gouvernement dépositaire l'accomplissement de leurs formalités constitutionnelles respectives;
- c) en y adhérant après le 31 décembre 1966.

2) Les instruments de ratification, acceptation, approbation ou adhésion seront déposés dans les archives du Gouvernement de la République Française.

Article 3

Le présent Protocole entrera en vigueur à la date à laquelle vingt gouvernements y seront devenus parties dans les conditions prévues par l'article 2.

Article 4

1) A partir du 30 juin 1966 et même si ce Protocole n'est pas encore entré en vigueur à cette date tout gouvernement signataire ou adhérant audit Protocole pourra notifier au Bureau International des Expositions qu'il ne participera à aucune exposition générale dont l'enregistrement aurait été rendu impossible par l'entrée en vigueur du présent Protocole.

2) Le Bureau informera tous les gouvernements parties à la Convention de toute notification effectuée en application du paragraphe 1 ci-dessus et tiendra à la disposition de tout gouvernement qui en ferait la demande, qu'il soit ou non partie à la Convention, ou de tout autre demandeur, une liste de tous les pays qui auront effectué cette notification.

Article 5

Après l'entrée en vigueur du présent Protocole toute accession nouvelle à la Convention entraînera obligatoirement adhésion au présent Protocole.

Article 6

Les dispositions du présent Protocole ne s'appliqueront pas à l'enregistrement d'une Exposition pour laquelle une demande aurait été retenue par le Bureau avant la réunion du Conseil d'Administration du 17 Novembre 1965.

Article 7

1) Le Gouvernement de la République Française informera tous les gouvernements membres de la Convention de toute signature, ratification, acceptation ou approbation de ce Protocole, de toute adhésion à ce dernier, ainsi que de sa date d'entrée en vigueur.

2) Ce Protocole sera déposé dans les archives du Gouvernement de la République Française qui en transmettra une copie certifiée conforme à chacun des gouvernements signataires.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole.

FAIT à Paris, le 16 novembre 1966.

Pour le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne:
sous réserve de ratification
(s.) M. KLAIBER

Pour le Gouvernement de la République d'Autriche:

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique:
(s.) ROTHSCHILD ¹⁾

Pour le Gouvernement de la République Socialiste Soviétique
de Biélorussie:
(s.) B. KOUDRIAVTSEV
30/XII - '66

Pour le Gouvernement de la République Populaire de Bulgarie:
(s.) D. SIRAKOV
le 14. XII 1966

Pour le Gouvernement du Canada:
(s.) R. CAMPBELL-SMITH

Pour le Gouvernement du Royaume de Danemark:
(s.) P. THORELL

Pour le Gouvernement de la République de Finlande:
sous réserve de ratification
(s.) R. R. SEPPÄLÄ

Pour le Gouvernement de la République Française:
(s.) LEON BARETY

¹⁾ In de volmacht tot ondertekening werd bekrachtiging van het Protocol voorbehouden.

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande Bretagne
et d'Irlande du Nord:

(s.) D. P. REILLY

(s.) D. LOGAN

Pour le Gouvernement du Royaume de Grèce:

(s.) J. KALERGIS

Pour le Gouvernement de la République d'Haïti:

Pour le Gouvernement de la République Populaire Hongroise:
sous réserve de ratification

16, 12, 1966

(s.) VALKO MORTON

Pour le Gouvernement de l'Etat d'Israël:

sous réserve de ratification

(s.) YORAM ZIV

Pour le Gouvernement de la République Italienne:

Pour le Gouvernement du Japon:

(s.) TORU HAGUIWARA ¹⁾

Pour le Gouvernement de la République Libanaise:

sous réserve de ratification

28.12.1966

(s.) G. NACCACHE

Pour le Gouvernement du Royaume de Maroc:

(s.) ALI SKALLI

16-11-1966

Pour le Gouvernement de la Principauté de Monaco:

(s.) M. DELAVENNE

15-12-1966

Pour le Gouvernement de la République Fédérale de Nigéria:

(s.) A. A. MALIKI

20-12-66

¹⁾ In de volmacht tot ondertekening werd bekrachtiging van het Protocol voorbehouden.

Pour le Gouvernement du Royaume de Norvège:

(s.) H. BUGGE MAHRT

Pour le Gouvernement de la Nouvelle Zélande:

(s.) R. LEWIS HUTCHENS ¹⁾

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas:

Pour le Gouvernement de la République Populaire de Pologne:

sous réserve de ratification

(s.) A. ADAMOWICZ

Pour le Gouvernement de la République de Portugal:

Paris, le 12 décembre 1966

(s.) MARCELLO MATHIAS

Pour le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie:

sous réserve de ratification

(s.) MATEA

Pour le Gouvernement du Royaume de Suède:

sous réserve de ratification

(s.) D. M. WINTER

Pour le Gouvernement de la Confédération Suisse:

sous réserve de ratification

(s.) A. STÄHELIN

Pour le Gouvernement de la République Unie de Tanzanie:

Pour le Gouvernement de la République Socialiste Tchécoslovaque:

(s.) PITHART

30-XI-1966

Pour le Gouvernement de la République Tunisienne:

(s.) R. BAHROUN

14-12-66

¹⁾ In de volmacht tot ondertekening werd bekrachtiging van het Protocol voorbehouden.

Pour le Gouvernement de la République Socialiste Soviétique
de L'Ukraine:

(s.) ZAPOROJETZ

Pour le Gouvernement de l'Union des Républiques Socialistes
Soviétiques:

(s.) NESTEROV

16/XI 1966

C. VERTALING

**Protocol houdende wijziging van artikel 4 van het op
22 november 1928 te Parijs ondertekende Verdrag betreffende
internationale tentoonstellingen**

De Regeringen die partij zijn bij dit Protocol,

Overwegende dat de minimumperiode tussen twee algemene tentoonstellingen zoals deze is vastgesteld in het Verdrag van 22 november 1928 betreffende internationale tentoonstellingen, gewijzigd bij het Protocol van 10 mei 1948 (hierna genoemd „het Verdrag”) te kort geacht wordt, gezien de hoge kosten en de ingewikkelde technische voorbereidingen die deelneming aan deze tentoonstellingen met zich brengt;

Verlangend de frequentie van de algemene tentoonstellingen, als bedoeld in het Verdrag, zo spoedig mogelijk te verminderen,

Zijn als volgt overeengekomen:

Artikel 1

Artikel 4 van het Verdrag vervalt en wordt door het hierna volgende artikel 4 vervangen.

Frequentie van tentoonstellingen

De frequentie van de in dit Verdrag bedoelde internationale tentoonstellingen wordt naar de volgende beginselen geregeld:

1) De algemene tentoonstellingen worden in twee categorieën verdeeld:

Eerste categorie: de algemene tentoonstellingen die voor de uitgenodigde landen de verplichting medebrengen om nationale paviljoens te bouwen;

Tweede categorie: de algemene tentoonstellingen waarvoor de uitgenodigde landen geen nationale paviljoens mogen bouwen.

2) In één en hetzelfde land mag binnen een tijdperk van vijftien jaar niet meer dan één algemene tentoonstelling van de eerste categorie worden georganiseerd; tussen twee algemene tentoonstellingen van elke categorie dienen tien jaar te verlopen.

3) In geval van algemene tentoonstellingen die in verschillende landen worden georganiseerd, belooft de tussentijd:

- a) zes jaar in geval van algemene tentoonstellingen van de eerste categorie;
- b) vier jaar in geval van algemene tentoonstellingen van de tweede categorie en van dezelfde aard;
- c) twee jaar in geval van algemene tentoonstellingen van de tweede categorie en van verschillende aard;
- d) twee jaar in geval van algemene tentoonstellingen van de eerste en de tweede categorie.

4) De in de voorgaande leden bedoelde termijnen gelden voor alle algemene tentoonstellingen, ongeacht of zij worden georganiseerd door de Regeringen die partij zijn bij het Verdrag of door Regeringen die niet partij zijn bij het Verdrag.

5) Op het grondgebied van verschillende verdragsluitende landen mogen niet gelijktijdig speciale tentoonstellingen van gelijke aard worden gehouden. Voordat zij in één en hetzelfde land weder kunnen plaatshebben dient een termijn van vijf jaar te verstrijken. Het Internationaal Bureau kan deze laatste termijn evenwel bij uitzondering terugbrengen tot een minimum van drie jaar indien het van oordeel is, dat deze maatregel wordt gerechtvaardigd door de snelle ontwikkeling van deze of gene tak van voortbrenging. Eenzelfde verkorting van termijn kan worden toegestaan in geval van tentoonstellingen die in sommige landen reeds plegen te worden gehouden met een tussentijd van minder dan vijf jaar.

6) Speciale tentoonstellingen van verschillende aard mogen in één en hetzelfde land niet plaatshebben met een tussentijd van minder dan drie maanden.

7) De in dit artikel vastgestelde termijnen gaan in met de datum waarop de tentoonstelling feitelijk wordt geopend.

Artikel 2

1) Dit Protocol staat te Parijs van 1 januari tot en met 31 december 1966 open ter ondertekening door de Regeringen die partij zijn bij het Verdrag. Deze Regeringen kunnen partij worden bij dit Protocol

- a) door ondertekening zonder voorbehoud van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring;

- b) door, na de ondertekening, aan de depot-regering mede te delen dat aan hun onderscheiden grondwettelijk voorgeschreven formaliteiten is voldaan;
 - c) door toetreding na 31 december 1966.
- 2) De akten van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring en toetreding worden nedergelegd in het archief van de Regering van de Franse Republiek.

Artikel 3

Dit Protocol treedt in werking op de dag waarop twintig Regeringen er overeenkomstig artikel 2 partij bij zijn geworden.

Artikel 4

1) Van 30 juni 1966 af kan elke Regering die dit Protocol heeft ondertekend of ertoe is toegetreden, zelfs indien het op die datum nog niet in werking is getreden, aan het Internationaal Tentoonstellingsbureau mededelen dat zij aan geen enkele algemene tentoonstelling meer zal deelnemen waarvan de inschrijving onmogelijk wordt gemaakt door de inwerkingtreding van dit Protocol.

2) Het Bureau doet aan alle Regeringen die partij zijn bij het Verdrag mededeling van elke kennisgeving overeenkomstig het eerste lid van dit artikel en stelt aan elke Regering die daarom verzoekt, ongeacht of zij partij bij het Verdrag is of niet, of aan elke andere aanvrager, een lijst ter beschikking van alle landen die deze kennisgeving gedaan hebben.

Artikel 5

Iedere Regering die na het in werking treden van dit Protocol tot het Verdrag toetreedt, treedt automatisch tot dit Protocol toe.

Artikel 6

De bepalingen van dit Protocol zijn niet van toepassing op inschrijvingen van tentoonstellingen voor welke een aanvraag door het Bureau in aanmerking genomen is vóór de bijeenkomst van de Raad van Beheer op 17 november 1965.

Artikel 7

1) De Regering van de Franse Republiek doet aan alle Regeringen die partij zijn bij het Verdrag mededeling van elke ondertekening, bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring van dit Protocol, en van elke toetreding daartoe, alsmede van de dag van zijn inwerkingtreding.

2) Dit Protocol wordt nedergelegd in het archief van de Regering van de Franse Republiek, die een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift doet toekomen aan elk der ondertekenende Regeringen.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, daartoe bevoegd gemachtigd door hun onderscheiden Regeringen, dit Protocol hebben ondertekend.

GEDAAN te Parijs, de 16e november 1966.

(Voor de ondertekeningen zie blz. 4 e.v. van dit Tractatenblad.)

D. GOEDKEURING

Het Protocol behoeft ingevolge artikel 64 juncto artikel 60, lid 2, der Grondwet, de goedkeuring der Staten-Generaal, voordat tot toetreding kan worden overgegaan.

E. BEKRACHTIGING

In overeenstemming met artikel 2, lid 2, is een akte van bekrachtiging bij de Regering van de Franse Republiek nedergelegd door:

Hongarije 21 maart 1967

F. TOETREDING

Toetreding tot het Protocol is voorzien in artikel 2, eerste lid, onder c.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van het Protocol zullen ingevolge artikel 3 in werking treden op de dag waarop twintig Regeringen partij zijn geworden bij het Protocol.

J. GEGEVENS

Van het op 22 november 1928 te Parijs tot stand gekomen Verdrag betreffende internationale tentoonstellingen, tot wijziging van welk Verdrag het onderhavige Protocol strekt, zijn tekst en vertaling geplaatst in *Stb.* 1933, 17. Zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1960, 112.

Het Verdrag was reeds eerder gewijzigd bij een op 10 mei 1948 te Parijs tot stand gekomen Protocol. Van dat Protocol zijn tekst en vertaling geplaatst in *Stb.* K 416. Zie ook *Trb.* 1960, 113.

Uitgegeven de elfde september 1967.

De Minister van Buitenlandse Zaken,

J. LUNS.